

La secousse tunisienne face à la stabilité marocaine

Je reviens tout juste du Maroc où j'ai pu encore une fois constater que le leadership du Roi Mohammed VI est fort apprécié, du moins pour le moment. C'est pendant mon séjour là-bas que la «révolution» tunisienne a réussi à renverser le Président Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans.



Par J-Félix Chénier,
Professeur de science politique,
Collège de Maisonneuve

Il y avait quelque chose de fort intéressant à discuter de cet événement avec le citoyen marocain. D'abord parce que les Marocains ont longtemps considéré que les Tunisiens étaient les «moins revendicateurs» du monde arabe; incapables qu'ils étaient selon eux de se mobiliser collectivement et d'être à la hauteur de leurs discours... Or, voilà que c'est en Tunisie que les secousses politico sismiques les plus fortes depuis fort longtemps dans la région ont commencé! Et ce sont toutes les Républiques arabes de la région, particulièrement l'Algérie et l'Égypte qui risquent de subir les contrecoups d'une telle révolte populaire...

Ensuite parce que la plupart des commerçants avec lesquels j'ai jassé de la situation disaient qu'une telle révolte n'était pas envisageable au Maroc actuellement: La Monarchie marocaine semble fort appréciée puisque le Roi est perçu comme un acteur positif, principal responsable des changements sociaux et politiques des 10 dernières années.

Pourtant, les problèmes endémiques du monde arabe se retrouvent aussi au Maroc: Omniprésence de la police et de l'armée, corruption et inégalités sociales criantes, marché de l'emploi obstrué même pour les jeunes diplômés, etc.

Mais ce qui s'est passé en Tunisie et qui risque de se répercuter ailleurs dans la

région, c'est que les promesses républicaines» (Algérie, Égypte, Libye, Tunisie) sont des républiques alors que le Maroc est une Monarchie où le Roi demeure la principale figure politique et religieuse) d'une croissance qui profitera à tous et de régimes qui servent de remparts à l'obscurantisme islamiste se sont avérées mensongères et ont plutôt donné place à des régimes autoritaires et bloqués sur les plans politiques, sans réussir à freiner la montée du fondamentalisme religieux...

Encore une fois, sans idéaliser le règne de Mohammed VI, on peut croire que de tels chamboulements inaugurés par la société civile en Tunisie, donc par le bas, n'atteindront pas le Maroc. En effet, au Maroc, c'est «par le haut», à l'initiative même du Roi que les libertés politiques sont en ascension et que les conditions de vie pour le plus grand nombre commencent à se bonifier: l'accès à l'électricité et à l'eau s'améliorent grandement, la lutte à l'analphabétisme fait des pas de géant, la situation de la femme et des populations berbérophones (Amazigh) sont aussi en constante progression... Bref, le Roi du Maroc est perçu comme un acteur de changement social alors que les Présidents des Républiques arabes susmentionnées sont perçus comme des freins aux aspirations de leur propre société civile.

La question de la montée de l'islamisme dans le monde arabe, cette idéologie radicale qui se présente trop souvent comme la principale alternative à l'autoritarisme et à la corruption qui sévissent dans l'ensemble de la région, pose aussi problème, mais de façon différente et moins grave au Royaume chérifien. Car là encore, l'expérience marocaine des dernières années pourrait servir d'exemple et de rempart efficace contre le retour en arrière que proposent les différents courants islamistes salafistes (le salafisme évoque un «retour aux anciens», voire aux origines de l'Islam, considéré comme dévié par la pression occidentale et la sédition des élites locales).

L'islamisme aurait construit son expansion sur le déclin du nationalisme arabe et sur l'échec de ses promesses.

(La révolution du jasmin qui vient de se produire en Tunisie ne serait que le prolongement du déclin du nationalisme «républicain»).

Mais il serait fautif de faire émerger l'idéologie islamiste sur le seul déclin du nationalisme. Le mouvement fondateur de cette recherche de renouveau au sein de l'Islam est les Frères musulmans. Ce mouvement a été fondé par Hassan Al-Bana en 1928 au Caire en Égypte. Il demeure à ce jour l'un des mouvements les plus puissants dans le monde arabe et il a inspiré le fonctionnement du Hamas en Palestine, du Hezbollah au Liban et de toutes une série de mouvements sociaux et partis politiques, comme d'écoles théologiques, certaines modérées, d'autres radicales et favorisant un Jihad violent contre ceux qu'ils qualifient d'ennemis de l'Islam.

Il importe donc de distinguer :

1- les courants modérés de l'islamisme qui cherchent, comme plusieurs courants fondamentalistes chrétiens, à introduire leur conception religieuse dans la vie commune tout en entretenant un dialogue avec les autres règles et normes, celles de la culture des Droits de l'Homme par exemple, souvent en acceptant même la prépondérance des lois civiles sur les religieuses. On retrouve aux USA plusieurs groupes chrétiens évangélistes qui ont investi le champ social depuis longtemps, palliant aux insuffisances des services publics. Les Frères musulmans ont fait de même en Égypte, répandre leur conception de l'Islam tout en ayant une fonction sociale: Construire des écoles, contribuer à organiser la société civile en favorisant la création de syndicats, etc.

2- les courants radicaux de l'islamisme qui cherchent à lutter contre l'Occident qui répand ses «valeurs destructrices» et contre les élites locales qui se sont éloignées de leur conception réinterprétée du Coran.

Ce qui inquiète en ce moment dans la montée de l'islamisme, c'est que le courant radical (le 2) semble devenir la

À suivre, page 17

La secousse tunisienne face à la stabilité marocaine

Suite de la page 18

principale force d'opposition dans plusieurs pays : Arabie saoudite, Syrie, Irak, Jordanie, Égypte, Libye, Tunisie (?), Algérie... Tous ces pays ont vu croître en leur sein un islamisme salafiste qui cherche à perpétuer l'infériorité des femmes, repousser l'influence occidentale avec mépris et violence, et généralement renverser le pouvoir en place pour instaurer un Califat politico-religieux au service de l'Oumma, la Communauté des croyants. Cette conception radicale de l'Islam met la priorité sur le principe d'obéissance (la Ta'a) par rapport au principe de consultation (la Shura), tous deux pourtant essentiels mais non-priorisés dans le Coran en ce qui concerne les règles de la vie en communauté.

L'islamisme radical que l'on vient de décrire risque donc dangereusement de prendre le pouvoir dans plusieurs pays du Proche et Moyen Orient... La raison réside dans les sentiments de colère des populations de ces pays face à l'indigence morale, la corruption, l'autoritarisme et la gabegie des autorités en place. Les mouvances islamistes ont su récupérer cette colère en investissant le champs social, puis politique. Le Hamas en Palestine s'est construit comme cela. Le Hezbollah au Liban, bien que chiite et financé par l'Iran, a construit sa légitimité de la même manière, en prenant en charge les populations paupérisées et délaissées du Sud-Liban et de West-Beyrouth... Quel pays du Maghreb ou du Machreck sera la prochaine victime ?

J'ai au moins l'impression que ce ne peut être le Maroc. Pour plusieurs raisons, entre autres parce que l'Islam

marocain est sans doute l'Islam qui a les racines de tolérance et de dialogue inter-civilisationnel les plus profondes et les plus solides. C'est l'Islam de Cordoue, d'où les Juifs et les Musulmans ont été chassés lors de la *Reconquista* en 1492... C'est l'Islam des populations berbérophones, qui ont toujours été enclines à séparer les règles politiques et religieuses.

C'est aussi une Monarchie dirigée par un Commandeur des Croyants propre au Maroc, ce qui permet au pays de mieux lutter contre les ambitions hégémoniques de l'Égypte ou de l'Arabie saoudite, deux puissances culturelles dans le monde arabo-musulman et qui ont directement contribué à l'expansion de l'islamisme comme idéologie.

Voilà donc l'ironie : le Maroc, un pays où les pouvoirs religieux et politiques sont incarnés par la même personne, réussit mieux à lutter contre l'islamisme radical que ces «républiques» arabes qui ne cessent de faire des compromis avec les mouvances radicales en réislamisant leurs systèmes politiques..!

Une autre raison qui peut expliquer pourquoi le Maroc peut devenir un étendard (ou même un rempart) contre l'islamisme radical réside dans la stratégie mise en place par le régime. Les partis islamistes (le Parti Justice et développement - PJD - est la 2e force politique en importance au Parlement et il est affilié à des journaux et des mouvements sociaux...) sont autorisés s'ils acceptent de débattre sous l'autorité du Roi... Ils ont fini par exemple par accepter le nouveau code de la famille (la Moudawana)

adopté en 2004 qui octroyait beaucoup plus de droits à la femme...

Les mouvements islamistes marocains qui réclament le renversement de la Monarchie, qui menacent l'ordre et la sécurité sont fortement réprimés. De leur côté, les autres pays arabes ont tous cherchés à consolider leur pouvoir (et à bénéficier de l'appui des USA) en réprimant fortement tous les courants islamistes. Le Maroc a plutôt décidé d'intégrer ses mouvances les plus modérées et de briser les mouvances radicales. Pour ce faire, le Roi Mohammed VI a fondé Arrabeta Al Mohammedia des Oulémas qui a pour fonction de former les Imams dans les différentes Mosquées du pays, limitant ainsi la prolifération des imams radicaux (sous influence saoudienne ou autres...).

Arrabeta des Oulémas développe également un discours sur la lutte aux ITS, particulièrement le Sida. Elle est même sur ce point plus avancée que l'Église catholique, n'hésitant pas à faire la promotion et la distribution de condoms en partenariat avec des organisations de la société civile...

Voilà donc quelques raisons qui expliquent pourquoi le Maroc est peu enclin à subir les contrecoups de la révolution tunisienne ou pire, à voir émerger sur son sol un islamisme radical qui remplacerait le régime en place. Alors qu'eux, c'est une autre histoire...

